

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{ème} ANNEE — N° 109

LE NUMERO :

2 août - 29 août 1971

0,50 F

Nixon-Mao: un même combat !

Pour tous ceux qui confondent politique et péripéties diplomatiques, l'invitation à Pékin du Président U.S. a du être une surprise de taille, heureuse pour les pacifistes qui voient le « bon sens » et la coexistence triompher, sinistre pour les groupes maoïstes qui vont devoir avaler cette nouvelle couleuvre.

Qu'on s'en réjouisse ou qu'on s'en attriste cet épisode est d'abord significatif de l'entrée de la Chine dans le concert des grandes puissances. Il est vrai qu'elle y entre par la petite porte, bien plus comme client que comme fournisseur... Le seul problème étant de savoir qui, des U.S.A. ou du Japon, va profiter de l'ouverture de cet immense marché. Même s'ils ne s'y engouffrent pas immédiatement les U.S.A. veulent disposer d'un moyen de pression sur le Japon dont ils pourront ainsi diriger l'expansionnisme vers son débouché continental traditionnel, déchargeant d'autant leur propre marché intérieur.

Ce qui est certain c'est que l'ouverture de la Chine est, après les événements de Tchécoslovaquie, le deuxième coup de semonce de la saturation du marché mondial. C'est précisément au moment où les marchandises et les capitaux trouvent de plus en plus de difficultés à s'écouler que la diplomatie fait des prodiges et que les querelles "idéologiques" sont enterrées. Le pacifiste y voit le gage d'une paix renforcée alors que c'est l'annonce d'une crise mondiale imminente. Il suffit de se rappeler les réconciliations fracassantes qui précéderent la guerre de 39-45, Munich fut la preuve par la *bonne volonté générale* que la guerre était désormais inévitable.

Il en est de même du spectaculaire rapprochement sino-américain. Quelles vont en être les conséquences politiques ? Est-ce la fin du "maoïsme" ? Il paraît difficile de justifier l'invitation à Nixon de la même façon que les accords passés avec la Grèce des colonels, le Koweït ou la Turquie. En effet, les maoïstes soulignent l'abîme qu'il y avait entre de tels accords ressortant de la "contradiction secondaire" et la "contradiction principale", c'est-à-dire l'impérialisme U.S. Toute la souplesse tactique du petit livre rouge ne prévoyait pas de pactiser avec l'ennemi principal !

Que le tournant dans la politique extérieure chinoise soit la conséquence de changements dans les intérêts "égoïstes" du développement national ou bien d'un souci "louable" de la paix mondiale, on peut se demander ce qui reste de l'"anti-impérialisme" de Pékin. Toute sa stratégie était fondée sur l'intransigeance diplomatique et le soutien aux mouvements de libération nationale. Bien sûr, il y avait déjà eu des accords : Genève 1954 où Chinois et Russes, côte à côte, trahirent le Vietnam. Le Pakistan 1971 quand la Chine fit passer ses intérêts impérialistes avant ceux des masses bengalis. Aujourd'hui, il est probable que Pékin va user de toute sa persuasion pour faire accepter au Nord Vietnam un compromis encore plus bâtarde que celui de Genève. Ainsi sera scellé avec le sang des guerrillas d'Indochine l'entrée de la Chine "rouge" dans le concert des grandes nations. Et pourquoi pas... à l'O. N. U.

Pour le stalinien cela n'est pas difficile à accepter et à expliquer : ayant identifié une fois pour toutes le socialisme et tel ou tel Etat (russe ou chinois), il catalogue tout ce que

fait cet Etat dans la rubrique "socialisme" : commerce socialiste, salariat socialiste, camps de concentration socialistes, etc... La différence entre la dégénérescence de l'Etat russe et celle de l'Etat chinois est que précisément celui-ci n'ayant jamais eu de caractère prolétarien il est resté identique à lui-même. Pékin n'a jamais pu devenir le centre que fut Moscou sur la lancée d'une authentique révolution prolétarienne. Ainsi, la déconfiture du maoïsme ne sera que la caricature de l'échec beaucoup plus lourd de conséquences de l'Internationale Communiste.

Bien davantage que l'analyse interne de la révolution bourgeoise qui fit surgir l'Etat chinois en 1949, c'est le caractère de sa politique extérieure qui nous renseigne sur sa nature de classe. Mouvement bourgeois, il se met d'emblée à utiliser les forces qu'il contrôle à l'échelle internationale, comme le fit l'Internationale stalinisée à partir des années 30, comme son agence diplomatique. Là s'arrête la comparaison, car si le capital peut s'emparer et utiliser, à son profit, une Internationale prolétarienne, ses partis et ses syndicats, il ne peut les créer, et c'est cela qui frappe dans le maoïsme international.

Hier Pékin encourageait les guerrillas, aujourd'hui il va sans doute les mettre en veilleuse, demain il peut leur redonner vie dans la grande flambée patriotique de la troisième guerre mondiale ; c'est toujours en fonction de ses intérêts d'Etat qu'il agit.

Il est vrai que les illusions créées par le "socialisme chinois" sont à la mesure de sa taille historique. Si l'isolement de la révolution en Russie a précipité le mouvement prolétarien aussi bas, c'est que les espoirs soulevés par la vague des années 20 avait été immense. Il faut espérer que ceux qui ont été séduits par le radicalisme exotique de Pékin sauront surmonter, s'ils sont honnêtes, le vide que le tournant actuel vient de créer pour eux.

A vrai dire, la réalité s'était déjà chargée de battre en brèche la stratégie tiermondiste qui subordonne la lutte dans les métropoles à celle de la "zone des tempêtes". Restent les illusions interclassiste et "populaire" du stalinisme que le maoïsme a poussé à leur comble. C'est l'Etat chinois qui administre lui-même la preuve qu'on ne peut fonder une stratégie communiste en se basant sur le "bloc des quatre classes", la guerrilla paysanne ou la "résistance patriotique".

Ironie de l'histoire, alors que la "pensée de Mao-Tsé-Tung" enseignait qu'il était possible de surmonter les difficultés économiques par un effort de volonté (d'où l'idéologie de la "Révolution culturelle") voilà qu'elle capitule devant les lois inexorables du marché mondial et qu'elle abandonne précisément ce qui est affaire de volonté : la politique extérieure. Même si, répétons-le, cette politique ne fut jamais internationaliste et prolétarienne, elle devait son prestige parmi les peuples du Tiers-Monde, les afro-américains, etc... à la compromission ouverte de l'U. R. S. S. et des U. S. A.

En échange de cet abandon, la Chine veut devenir un partenaire économique "intransigeant" ; mais l'intransigeance en la matière est singulièrement limitée par le rapport des forces. Rappelons par contraste la position des bolcheviks qui firent dès qu'ils le purent les

(Suite page 4)

CHILI

La Gauche au pouvoir pacifiquement congédiée

Le parti de l'unité populaire de M. Allende a été très démocratiquement mis en minorité au bureau de la Chambre des députés du Chili le 15 juin, par les démocrates-chrétiens et les conservateurs. Voilà qui pourrait embarrasser les dirigeants du P. C. F. pour lesquels le régime de M. Allende est la preuve vivante de la possibilité d'un passage pacifique au socialisme. Or, quand le parti socialiste pose au P.C.F. la question de "l'alternance au pouvoir", à savoir : si après avoir été démocratiquement portée au pouvoir, la gauche est démocratiquement battue, acceptera-t-elle démocratiquement de se retirer ? Le P. C. F. répond qu'une telle éventualité ne peut pas être envisagée car la gauche, une fois au pouvoir, prendra tant de mesures bénéfiques à tant de gens qu'elle ne pourra jamais être battue.

La récente mésaventure du président Allende rendra peut-être le P. C. F. moins sûr de lui pour affirmer ce genre de contre-vérités. La seule chance qui reste au P. C. F. de ne pas perdre complètement la face est qu'un coup de force militaire vienne renverser le gouvernement Allende avant les prochaines élections.

Pas plus au Chili qu'en France le passage au socialisme ne se fera pacifiquement. Quelle que soit la latitude, il n'y a qu'une voie pour arriver au socialisme : la révolution violente et la dictature du prolétariat qui trouveront en face d'eux tous les partis démocratiques et devront les écraser.

BUDAPEST 71 :

Congrès de l'Internationale capitaliste

Du 15 au 17 juin s'est tenu à Budapest le IV^{ème} Congrès du "Management Center Europe" (cf. "Le Monde" du 30 juin 1971), organisme chargé du développement des relations économiques et commerciales entre les pays dits "libres" et les pays dits "socialistes". Participaient à ce Congrès des hommes d'affaires occidentaux et des chefs d'entreprise des pays de l'Est.

Ces messieurs ont d'abord fait un historique des relations commerciales entre l'Est et l'Ouest depuis la fin de la deuxième guerre. On distingue trois périodes : la première correspond à la guerre froide où des restrictions politiques ne permettaient que des échanges extrêmement limités ; une seconde période (celle dans laquelle nous nous trouvons depuis quelques années) caractérisée par une expansion assez régulière des échanges par suite d'une libéralisation politique progressive ; une troisième période enfin (demain ?) où tout obstacle politique ayant apparemment disparu il ne subsisterait pour la "normalisation" des échanges entre l'Est et l'Ouest qu'un obstacle d'ordre technique : la non-convertibilité des monnaies des pays de l'Est, obstacle facilement surmontable. Les capitalistes des deux blocs semblent envisager l'avenir avec optimisme et promettent de beaux jours au capital international.

Mais voyons comment se présentent aujourd'hui les échanges entre l'Est et l'Ouest : pratiquement sous forme de troc. En effet, par suite de la non-convertibilité du rouble, les pays de l'Est qui n'ont pratiquement pas de devises ne peuvent importer les produits dont ils ont besoin que s'ils trouvent un fournisseur intéressé par les produits qu'ils peuvent lui fournir en contrepartie. Si vous avez besoin de tracteurs et ne pouvez proposer que des appareils photo par exemple en échange, il n'est pas évident que vous trouviez un porteur sur le marché.

Ce système est extrêmement mal commode tant pour le pays qui veut importer que pour celui qui veut exporter. C'est pourquoi la nécessité d'une monnaie convertible dans les pays de l'Est est

ressentie comme une chose extrêmement urgente par tous.

On peut supposer que le Fonds Monétaire International, poussé en ce sens par les puissances qu'appâte une plus large ouverture des marchés de l'Est, est prêt à signer tous les accords nécessaires à la création d'une telle monnaie. Mais cette éventualité, bien que vivement souhaitée par l'ensemble des pays de l'Est, va créer pour ceux-ci des problèmes peut-être épineux. Y aura-t-il une seule monnaie de l'Est convertible, le rouble, solution favorable à l'U. R. S. S. parce qu'elle accentuerait la dépendance des démocraties populaires à son égard, et lui permettrait d'accroître sa main-mise sur l'économie de ses satellites, c'est-à-dire d'exploiter plus intensément leur prolétariat ? Mais les satellites affirment de plus en plus leur désir d'indépendance et essayent dans la mesure de leurs moyens de rejeter le joug soviétique et de mener leur propre politique économique.

Cela a coûté fort cher à la Tchécoslovaquie en 1968 puisque l'intervention de l'U. R. S. S. a été provoquée surtout par sa crainte de voir s'instaurer entre l'Allemagne Fédérale et la Tchécoslovaquie des relations économiques privilégiées qui auraient battu en brèche le leadership de la Russie dans ce domaine. Les autres pays n'en persévèrent pas moins dans cette voie ; c'est pourquoi ils doivent chacun souhaiter la convertibilité de leur propre monnaie. S'ils veulent obtenir satisfaction, ce qui est l'intérêt évident des puissances occidentales qui auront plus de facilité pour traiter avec chaque pays séparément, on va assister à un démantèlement plus ou moins rapide du "bloc socialiste", chacun de ses membres

partiellement libéré de la tutelle russe allant naturellement à où le pousse son intérêt national, c'est-à-dire l'intérêt de son capitalisme national.

Après la création d'une ou plusieurs monnaies de l'Est convertibles il restera encore un obstacle à la libéralisation totale des échanges entre l'Est et l'Ouest : le plan qui impose des directives bien précises aux diverses entreprises et à l'ensemble de l'économie de chaque pays. Mais que les hommes d'affaires occidentaux se rassurent, les pays de l'Est ont déjà pris un certain nombre de mesures permettant de laisser les mains libres aux entreprises exportatrices : en Hongrie, par exemple, "les critères d'évaluation sont fondés sur la performance et non plus sur la conformité au plan". Les entreprises sont donc encouragées à produire, non pas ce dont les ouvriers manquent mais ce qui rapportera le plus à l'entreprise, c'est-à-dire au capital. La loi de l'accumulation capitaliste, qui a toujours existé dans les pays soi-disant socialistes mais qui pouvait être cachée par tout le fatras idéologique de la planification, apparaît donc toute nue et ceci est un aveu de plus, s'il en était encore besoin, du caractère bourgeois des rapports de production au delà de ce qui fut autrefois le "rideau de fer", aveu qui vient s'inscrire dans la longue série des reconnaissances officielles du bien-fondé des principes de l'économie politique bourgeoise : la notion de rentabilité des entreprises, l'intéressement des travailleurs aux bénéfices par la création d'un "fonds spécial de participation au profit", la concurrence, la publicité, etc... et lorsqu'on accumule du capital, il est naturel de trouver ses meilleurs maîtres dans le pays capitaliste le plus développé, où les méthodes les plus modernes sont mises au point, à la Harvard Business School par exemple : c'est ainsi que la Banque Nationale de

(Suite page 4)

Panorama américain

III. — Les industriels Workers of the World

Les Industrial Workers of the World (les I.W.W., familièrement appelés les « wobblies ») ont eu une place de premier plan dans l'histoire du mouvement ouvrier américain de 1905 à 1920. C'est grâce à cette organisation, créée en particulier à l'initiative de la Fédération des mineurs de l'Ouest, que les ouvriers de cette région, où le capitalisme s'était implanté sous sa forme la plus moderne et la plus féroce, purent finalement opposer aux grandes compagnies qui s'étendaient toujours plus vers la côte du Pacifique, un front compact qui ignorait les distinctions de race, de nationalité et de couleur (contrairement à l'A.F.L., archi-réformiste et désormais tout à fait corrompue), et où dominaient les ouvriers non qualifiés, les plus opprimés et les plus combattifs.

Ce sont les I.W.W. qui menèrent les grandes grèves de 1907 dans les aciéries, de 1911 dans l'industrie forestière, de 1912 dans le textile (Lawrence), de 1913 dans l'industrie de la soie, et pendant la première guerre mondiale les puissants mouvements dans l'industrie du cuivre, dans l'industrie forestière et dans la sidérurgie.

C'est alors que la généralisation des luttes revendicatives, la solidarité militante entre catégories différentes, la grève sans limitation de durée (la grève de Patterson dura 7 mois !), la ferme décision de ne pas reculer devant la police et éventuellement l'armée ni en temps de paix ni en temps de guerre, firent trembler les « démocrates » dirigeants américains, enrager les bourgeois et les petits-bourgeois, tourner du haut de leur tribune les orateurs officiels de la classe dominante et leurs valets opportunistes, et du haut de leurs chaires les curés des mille et une églises et sectes américaines, tandis que la mitraille des « forces de l'ordre » fauchait des centaines de militants, et que les portes des prisons s'ouvraient pour en englober des milliers.

C'est un véritable livre d'or que les I.W.W. ont rempli des noms obscurs de ces prolétaires qui osaient écrire sur leurs drapeaux : *abolition du salariat !* Décimé par la répression de l'Etat, désavoué par les bonzes syndicaux et politiques, miné par ses insuffisances théoriques et programmatiques (qui se reflétaient dans de tragiques faiblesses organisationnelles), le mouvement des I. W. W. commença à décliner après la première guerre mondiale. Il n'est pas mort cependant, et dans l'atmosphère pesante des Etats-Unis, sa voix toujours présente, bien que faible, est un signe, un des rares signes de vie.

On ne peut lire sans émotion les premières lignes du « Préambule des I. W. W. », reproduit dans chaque numéro de l'« Industrial Worker », imprimé à Chicago : « La classe ouvrière et la classe capitaliste n'ont rien de commun. Il ne peut y avoir de paix tant que la faim et le besoin régneront parmi les millions d'êtres humains qui travaillent et tant que la minorité qui compose la classe capitaliste possède- ra tous les biens. La lutte ne peut cesser entre les deux classes avant que tous les ouvriers du monde ne s'organisent en classe, ne s'emparent de la terre et des machines et n'abolissent le système du salariat... Au lieu du mot d'ordre conservateur : " un salaire équitable pour une journée de travail équitable ", nous devons inscrire sur notre drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : " abolition du salariat ". La mission his-

torique de la classe laborieuse est de balayer définitivement le capitalisme. »

Nous saluons la tradition de luttes grandioses et héroïques des I. W. W., leur orgueilleuse tenacité dans le monde sinistre du dollar, leur courageuse profession de foi dans le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière, leur critique acharnée des syndicats opportunistes qui opposent les uns contre les autres les ouvriers de la même industrie, et qui leur font « croire que la classe ouvrière peut avoir des intérêts communs avec les patrons ». Cela ne nous empêche nullement de critiquer l'inconsistance des bases théoriques et programmatiques des I.W.W., qui sont en gros analogues à celles de l'anarcho-syndicalisme européenne (et, en Italie, de l'ordinovisme).

C'est cette inconsistance qui, en 1920-21, empêcha ces vaillants ouvriers, les seuls dans tout le continent américain, à tenir bien haut le flambeau révolutionnaire, de trouver le chemin du communisme et d'adhérer non seulement à la III^e Internationale, mais ne serait-ce même qu'à l'Internationale Syndicale Rouge.

Ils sont pour « l'action directe » et pour « la grève générale », mais ils refusent la lutte politique et son organe, le parti de classe, car ils voient dans la grève générale une panacée capable d'entraîner à elle seule la chute du « système » par la paralysie de la production. Ce sont des *immédiatistes* : ils refusent la médiation de la forme-Parti et donc de la forme-Etat (la dictature) car ils considèrent qu'il s'agit d'une « superposition » des chefs aux masses, de la « substitution » d'une volonté extérieure à la volonté immédiate de la classe prise dans sa généralité indistincte (et, disons-le, informe). Selon eux, « en nous organisant par industrie, nous formons la structure de la nouvelle société à l'intérieur même de l'ancienne ». C'est pourquoi ils refusent la violence (comme si la grève générale n'était pas elle-même violente !) et donc la terreur, car la violence et la terreur « détruisent les moyens de production », tandis que « l'action directe tend à rendre les moyens de production inutiles pour les exploités, en les conservant pour les travailleurs le jour où les patrons seront privés de leur contrôle ». Malgré leurs bonnes intentions, ils tombent donc dans une nouvelle sorte de réformisme et de gradualisme : astiquons les machines, un jour elles seront à nous ! Il est curieux, mais logique, que les I.W.W. considèrent non seulement les « syndicats d'industrie », mais même les coopératives existantes comme des cellules

de la nouvelle société à l'intérieur de l'ancienne...

Comme les anarcho-syndicalistes, les I.W.W. réagissent contre la dégénérescence parlementaire et l'opportunisme des vieux partis « ouvriers » et des syndicats (qui vont jusqu'à faire les jaunes ouvertement et à soutenir les institutions bourgeoises) en refusant toute organisation en parti, toute forme d'Etat : ils ne comprennent pas (comme le remarquait la III^e Internationale en janvier 1920) que « pour détruire l'édifice de l'Etat capitaliste, pour briser la résistance de la classe capitaliste et la désarmer, pour confisquer les propriétés et les remettre aux travailleurs, pour réaliser toutes ces tâches il faut un gouvernement, un Etat, la dictature du prolétariat, qui permette aux prolétaires de briser la classe ennemie sous sa poigne de fer ».

Et avant même tout ceci, pour abattre le régime bourgeois, il est nécessaire que le prolétariat soit organisé en parti politique. Les I.W.W. ne comprennent pas que la grève générale ou bien se transforme en insurrection armée, ou bien s'épuise d'elle-même ; qu'on ne peut pas « construire la nouvelle société

à l'intérieur de l'ancienne » parce qu'on ne peut rien « construire » de nouveau sans conquérir et exercer le pouvoir de façon à écraser les résistances d'une classe capitaliste qui ne se volatiliserait pas pour le simple fait que nous nous serions « croisés les bras ». D'où aussi des luttes internes, qui provoquent perpétuellement des ruptures entre « politiques » et « apolitiques », entre « centralisateurs » et « décentralisateurs » !

Comme les anarcho-syndicalistes, ils croient qu'une certaine forme d'organisation économique — dans leur cas, fondée sur l'industrie et non sur le métier — est en soi révolutionnaire ; alors qu'il s'agit d'un problème de force et de contenu, ils ne voient qu'un problème de forme et ils ne comprennent pas que toute forme d'organisation immédiate peut poursuivre des buts révolutionnaires ou des objectifs réformistes et donc contre-révolutionnaires, selon qu'elle est dominée par des forces politiques et des contenus programmatiques révolutionnaires ou réformistes.

En Amérique même, cela est démontré par le fait que le principe de l'organisation par industrie et non par métier a

été ensuite adopté par le C. O. et que celui-ci a fini par s'allier complètement sur le conservatisme réformiste de l'A.F.L.

La force de cette organisation, qui relie l'horrible présent à un passé lumineux, c'est son sens profond de la solidarité, le refus de toute distinction de race et de nation, et c'est qu'elle se réclame des grands moyens d'action revendicative directe jusqu'à la grève générale. Sa faiblesse, c'est son pré-marxisme.

Au cours des puissantes batailles qui éclateront à nouveau et qui ébranleront jusque dans ses bases le système capitaliste, une minorité de ces prolétaires sentira, nous en sommes sûrs, que le parti de classe, la dictature révolutionnaire, la terreur rouge, constituent les maillons d'une unique chaîne qui relie les premières révoltes instinctives de la classe ouvrière contre l'exploitation, à son objectif final, son émancipation.

Elle sentira que « toute lutte économique est une lutte politique », que « la lutte de classe conduit nécessairement à la dictature du prolétariat », qui est le passage obligé vers « la suppression de toutes les classes et la société sans classes ».

ISRAEL

Des fissures dans le bloc des classes

De la même façon que les régimes arabes font de l'Etat d'Israël le bouc émissaire des frustrations de populations misérables à qui ils font supporter le lourd fardeau de leur sujétion aux impérialismes en place, la classe dirigeante du jeune Etat israélien a toujours brandi le spectre de l'envahisseur arabe comme exutoire à la rancœur d'un prolétariat qui, dès sa naissance, a été soumis à la discipline impitoyable du capitalisme moderne. D'un côté du Sinaï comme de l'autre, les appels à la revanche, à la défense de la Patrie, servent aux gardiens de l'ordre établi pour apaiser la fureur des exploités.

Pour les pays du « clan » arabe, la promesse répétée d'une nouvelle guerre sainte contre l'Etat juif, les bruyantes professions de foi anti-impérialistes, bien plus qu'elles n'expriment la volonté de revanche sur le sionisme expansionniste ou le désir d'échapper à l'état des grandes puissances, masquent la couardise des représentants de fractions bourgeoises démissionnaires, qui tentent de faire oublier leur faillite historique et leur allégeance criante à l'impérialisme concurrent. Pour l'hypocrite conglomérat de monarchies réactionnaires et de républiques « progressistes », l'attitude belliciste n'est que le moyen de persuader que l'ennemi est à l'extérieur, et le soutien unanime aux revendications nationales des divers groupes palestiniens cède la place à leur persécution acharnée dès que, sortant du rôle de faire-valoir, ces groupes deviennent un dangereux ferment de maturation politique et une menace au statu-quo instauré dans la région.

« Nous allons vers la bataille », répète aujourd'hui Anouar El Sadate, pâle successeur du Raïs, à une population écrasée par la monstrueuse dette soviétique : paysannerie parmi les plus dénuées de la planète, pour qui trois réformes agraires nassériennes n'ont significé rien d'autre qu'un accroissement de misère ; jeune prolétariat qui goûte dans les usines construites avec les roubles russes, les méthodes stakhanovistes de travail.

Ainsi, ennemies en apparence irréductibles, les classes dirigeantes des pays arabes et d'Israël se retrouvent objectivement alliées dès que les soubresauts de populations excédées mettent en danger leur domination. Si trois guerres successives ont permis d'étendre l'unité de production capitaliste inviolable — parce que trop petite — que représente l'Etat d'Israël,

elles ont aussi servi à assainir pour un temps le malaise social dans un pays où le chômage (accentué par l'importation massive de main-d'œuvre des Juifs du monde entier) atteint 10 % de la population active, où la fiscalité écrasante (la dette par tête d'habitant étant la plus forte du monde et 50 % du budget sont consacrés à la guerre), la crise aiguë du logement et l'inflation continuelle créent une situation explosive.

Mais les effets bénéfiques de la guerre ne se font sentir qu'un temps et le « problème social » se repose avec une acuité chaque fois plus grande, comme le montre cette description de la situation actuelle (« Le Monde » du 19 juin) : « Le malaise social qui secoue l'économie israélienne a atteint un degré de gravité auquel il était rarement parvenu dans le passé. Le mouvement de grève déclenché dans deux secteurs (les hôpitaux gouvernementaux et la Compagnie nationale d'électricité) ne touche que onze mille personnes, mais il n'en a pas moins suscité les plus vives réactions tant au gouvernement que dans la presse qui, dans sa grande

majorité, le condamne. Ce que l'on redoute surtout, c'est que le mouvement se propage dans les autres secteurs, que des arrangements plus ou moins boiteux sont parvenus à apaiser. Le gouvernement s'élève aussi contre le caractère « sauvage » de cette grève qui est jugée contraire aux accords conclus entre le gouvernement, le patronat et les syndicats, prévoyant un blocage des prix et des salaires jusqu'au 31 décembre 1971.

Or, les grévistes rétorquent que le gouvernement n'est pas parvenu à empêcher la montée des prix et qu'il est donc responsable de la rupture de l'accord. La puissante centrale syndicale Histadout a paru hésiter à prendre parti avant de s'engager dans la nuit de jeudi au côté du gouvernement. Ce mouvement de grève est aujourd'hui la préoccupation numéro un des dirigeants israéliens, non pas tellement pour son ampleur, mais pour le délugé d'arrêts de travail qu'il pourrait entraîner si un règlement n'intervenait pas rapidement. Déjà le port d'Ashdod donne des signes inquiétants, ainsi que le personnel de l'oléoluc Eilat-Ashkelon ».

Cette détérioration du climat social — quels qu'en soient les résultats — survient quatre ans après la vague de grèves (dans le bâtiment, les transports et chez les dockers) qui précéda la guerre des Six jours. Mais elle s'accompagne aujourd'hui d'une autre cause d'inquiétude pour les dirigeants israéliens : les incidents violents provoqués par les « panthères noires ».

Ces organisations constituées

(Suite page 4)

programme communiste

Revue théorique du Parti communiste international
Le numéro 48 - 49 vient de paraître

AU SOMMAIRE

- ◆ A bas la démocratie salariale et hiérarchique !
- ◆ L'opportunisme à l'épreuve des luttes
- ◆ Bilan politique du gauchisme
- ◆ Impérialisme et sous-développement
- ◆ Le Parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste
- ◆ Principaux résultats du Livre I du « Capital »
- ◆ Le stalinisme, cet anticommunisme
- ◆ Amadeo Bordiga : une vie exemplaire au service de la révolution

Le numéro : 7 F Commandes au « Prolétaire ».

Communisme et fascisme

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages, 8 F. Commandes au « prolétaire ».

Pour faire le point sur la "question chinoise"

(Le lecteur trouvera le début de cette étude dans les numéros 82 à 107).

L'Etat chinois et la bourgeoisie "nationale"

Nous citons les comptes rendus du 8^{ème} Congrès du Parti communiste chinois (1956) :

« Dans l'ancienne Chine, la bourgeoisie nationale était en contradiction avec l'imperialisme, avec les forces féodales et avec le capital bureaucratique... Après la fondation de la République populaire de Chine, elle a pris position en faveur de la dictature démocratique populaire, de la poursuite de la lutte contre l'imperialisme et de la réforme agraire, mais elle aspire aussi ardemment au développement du capitalisme. Il en résulte que notre politique envers la bourgeoisie nationale reste la même que celle appliquée précédemment : la politique d'union et de lutte et de la lutte pour l'union. Et ceci signifie que nous avons maintenu, sur la base de l'alliance des ouvriers et des paysans, l'alliance d'ordre politique de la classe ouvrière et de la bourgeoisie nationale. »

Le prolétariat allié aux paysans et à la bourgeoisie "nationale" : voilà donc ce que les "communistes chinois" appellent "dictature du prolétariat". En effet, bien loin de considérer la bourgeoisie nationale, c'est-à-dire la bourgeoisie industrielle, comme l'ennemi n° 1 du prolétariat, bien loin de l'écraser sous le talon de fer d'un Etat qui se prétend prolétarien, les maoïstes ont découvert dans cette classe deux "esprits" : l'un favorable au socialisme et l'autre favorable au capitalisme. Il suffit de dire que le parti et l'Etat font un travail d'"éducation" destiné à réprimer l'"esprit capitaliste" de la bourgeoisie, pour que celle-ci soit bien disposée envers le socialisme et reste l'alliée politique du prolétariat. Quelle est la politique de l'Etat chinois envers les entreprises capitalistes privées ? Lisons encore :

« Ces dernières années, nous avons appliqué, en maintenant le développement prioritaire de l'économie d'Etat, la politique consistant à tenir compte aussi bien des intérêts de l'Etat que des intérêts particuliers, des intérêts des travailleurs et de ceux du patronat... Grâce à cette politique les ouvriers des entreprises privées ont pu éviter le chômage et les capitalistes ont pu réaliser quelques bénéfices. C'est ainsi que dans leur ensemble, les entreprises industrielles et commerciales capitalistes, favorables à la prospérité nationale et au bien-être du peuple, ont pu se maintenir et même réaliser un certain développement. »

Naturellement, la Chine va vers l'étatisation de toute l'industrie et le contrôle de l'Etat sur le commerce, mais c'est la manière d'aller vers cet objectif qui nous intéresse ici. Remarquons tout d'abord que tout ceci, selon les Chinois, n'est qu'une affaire d'idéologie. Au lieu de dire que la bourgeoisie comme classe est l'expression d'un mode de production donné et est donc contrainte d'agir nécessairement contre le prolétariat, au lieu de dire que ce sont les intérêts matériels contradictoires et opposés des classes qui déterminent leur position politique et idéologique, c'est au contraire selon eux l'"idéologie bourgeoise" qui fait que cette classe, ou plutôt certains de ses éléments, s'opposent à l'étatisation :

« Le principe fondamental que suivent le Parti et l'Etat est de chercher, à travers ces luttes (les mouvements de "rééducation" de 1950 et 1952), à isoler complètement, au sein des masses populaires, et au sein de la bourgeoisie elle-même, un petit nombre d'éléments bourgeois qui persistent dans leur activité illégitime, et à resserrer autour de nous la grande majorité des éléments bourgeois désireux d'observer les lois et les décrets de l'Etat. »

L'Etat mène donc une politique d'alliance avec la bourgeoisie, en se contentant d'intervenir contre elle dans les cas les plus flagrants d'insubordi-

nation, et de s'opposer à ses tentatives pour retarder l'étatisation. L'attitude de classe de la bourgeoisie est jugée sur ce seul critère, qui n'a rien à voir avec le marxisme : si elle est favorable à l'étatisation progressive de l'industrie, elle sera défendue et protégée et ses intérêts seront sauvegardés ; si elle y est opposée, elle sera réprimée ou "réduite".

D'autre part les entreprises capitalistes ne sont pas expropriées, mais rachetées par l'Etat : politique extrêmement graduelle qui évite de léser les intérêts matériels immédiats de la bourgeoisie :

« ...Pour la nationalisation des moyens de production privés de la bourgeoisie, nous avons adopté une politique de rachat graduel. Avant la transformation de secteurs entiers de l'industrie en entreprises mixtes (à participation étatique si on veut) le rachat se faisait sous forme d'un système de distribution de bénéfices, consistant à en distribuer aux capitalistes une certaine partie (disons le quart) proportionnelle à l'ensemble des bénéfices réalisés. Après la généralisation à des secteurs entiers du système d'exploitation mixte, le rachat se fait sous la forme d'un système d'intérêts fixes, c'est-à-dire que pendant une période déterminée l'Etat attribue aux capitalistes des intérêts fixes par l'intermédiaire de sociétés d'Etat spécialisées. En outre,

Les perspectives en 1956

Nous avons toujours soutenu que le prétendu "extrémisme" des Chinois ne provient ni d'une défense du marxisme orthodoxe ni d'une lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, mais des contradictions du développement de la Chine comme Etat national. Les perspectives données au 8^{ème} Congrès du Parti, en 1956, n'étaient guère "extrémistes", et la pensée de Mao n'exprimait guère la nécessité de la révolution mondiale. C'est une époque dont les maoïstes n'aiment pas se souvenir. Nous nous y référons, au contraire, car elle est très importante pour apprécier d'un point de vue marxiste les événements ultérieurs.

Voyons le discours d'ouverture de Mao à ce 8^{ème} Congrès :

« Le présent Congrès nous fixe comme tâche... de nous unir, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur, à toutes les forces susceptibles de s'unir à nous, de lutter pour faire de la Chine un grand pays socialiste... Dans les conditions de notre pays, c'est en nous appuyant sur l'alliance des ouvriers et des paysans dirigée par la classe ouvrière et en nous ralliant sur une vaste échelle toutes les forces qui étaient susceptibles de l'être, que nous avons remporté nos victoires... »

« Tout en continuant à renforcer l'union du parti, il faut aussi continuer à renforcer celle des nationalités, des classes démocratiques, des partis démocratiques et des organisations populaires ; il faut continuer à consolider et à élargir notre front démocratique populaire uni. Il faut dans tous les domaines corriger avec sérieux toute situation susceptible de compromettre l'union du parti avec le peuple... Nous avons aussi parmi nous les représentants des partis démocratiques et des sans-parti de Chine. Ce sont nos amis intimes qui travaillent avec nous. Il nous ont toujours donné leur aide... »

Sur le plan international, les perspectives n'étaient pas moins roses :

« Sur le plan international c'est grâce au soutien du camp de la Paix, de la Démocratie et du Socialisme, avec à sa tête l'Union Soviétique, grâce également à la sympathie profonde de tous les peuples aimant la paix du monde entier, que nous avons remporté nos victoires. Seuls certains groupes monopolistes dans certains pays impérialistes qui cherchent à s'en-

richir au moyen de l'agression aspirent à la guerre et ne veulent pas la paix. Grâce aux efforts continus faits par les pays et les peuples aimant la paix, la tension internationale a fait place à une certaine détente.

« Pour obtenir une paix durable dans le monde, il faut que nous développions encore plus notre coopération amicale avec les pays frères du camp socialiste, et que renforçons notre union avec tous les pays qui...

richir au moyen de l'agression aspirent à la guerre et ne veulent pas la paix. Grâce aux efforts continus faits par les pays et les peuples aimant la paix, la tension internationale a fait place à une certaine détente.

« Pour obtenir une paix durable dans le monde, il faut que nous développions encore plus notre coopération amicale avec les pays frères du camp socialiste, et que renforçons notre union avec tous les pays qui...

richir au moyen de l'agression aspirent à la guerre et ne veulent pas la paix. Grâce aux efforts continus faits par les pays et les peuples aimant la paix, la tension internationale a fait place à une certaine détente.

La résistance anti-fasciste : un héroïsme qui ne nous émeut guère

Le 3 juin, les bombes de la "résistance antifasciste" portugaise interrompaient pendant plusieurs heures les communications radio-téléphoniques du Conseil Atlantique de Lisbonne. Ce geste qui a fait vibrer les cœurs de tous les démocrates, qu'ils soient "communistes" ou "gauchistes", ne pouvait pas ne pas éveiller la sympathie de ces autres grandes organisations "démocratiques" que sont l'O. N. U. et l'O. U. A. (organisation de l'unité africaine), qui ont aussitôt protesté contre le fait que l'Alliance Atlantique ait choisi un pays fasciste pour y tenir la réunion de son Conseil des Ministres, encourageant par là-même le colonialisme portugais en Afrique. Et jusque dans le Conseil des Ministres des Affaires étrangères des pays de l'O.T.A.N. (tous démocratiques, à part la Grèce et le Portugal), le ministre norvégien exprimait la même protestation indignée.

Il s'agit du dernier en date d'une série d'"attentats" exécutés depuis octobre 1970 par l'A.R.A. (Action Révolutionnaire Armée) qui "se propose de mener son action révolutionnaire dans le cadre de la lutte générale du peuple portugais contre la dictature fasciste et pour la conquête de la liberté". Or, tant qu'une lutte ne se propose pour but que la conquête de la "liberté", les révolutionnaires communistes ont le devoir de la désigner aux prolétaires pour ce qu'elle est : une lutte tout aussi contre-révolutionnaire que celle des fascistes eux-mêmes, qui fait pleurnicher les opportunistes du P. C. et Cie.

Pour nous la répression de l'Etat "démocratique" et la répression de l'Etat "fasciste" sont une seule et même chose : l'une et l'autre se

proposent de mater la classe ouvrière pour prolonger sa soumission au capitalisme qui l'opprime tout comme il opprime les peuples de couleur. La carotte et le bâton, "l'aide aux pays sous-développés" et le canon sont les deux aspects solidaires de la même domination du capital.

Les De Gaulle, les Chaban-Delmas ne sont-ils pas eux-mêmes des "héros de la résistance antifasciste" en France, au même titre que ceux du P. C. F. ? Si ces anciens résistants antifascistes sont devenus ce qu'ils sont aujourd'hui, que deviendront les futurs De Gaulle et Chaban-Delmas de la résistance portugaise ? Les obscurs héros de l'A. R. A. devront-ils recommencer à jeter des bombes contre la même cible qu'aujourd'hui ? Ne nous avait-on pas promis, pendant la guerre, qu'on en finirait une fois pour toutes avec le fascisme ? Des millions de prolétaires y ont laissé leur peau, mais le fascisme est toujours là.

Voilà pourquoi la "subversion démocratique" nous fait autant horreur que la "subversion fasciste". L'une et l'autre ne font que détruire une forme de dictature du capital pour la remplacer par une autre tout aussi oppressive. L'"ordre démocratique", à l'Est comme à l'Ouest, nous répugne autant que l'"ordre fasciste" : c'est l'ordre capitaliste lui-même sous toutes ses formes, dans toutes ses variétés mystificatrices d'"ordre", de "civilisation", de "bien-être", que nous renverserons un jour !

Hier, on a trompé les prolétaires des pays capitalistes en opposant au fascisme le mirage de la démocratie, et aujourd'hui on tend à tromper de la même façon les prolétaires des

proposent de mater la classe ouvrière pour prolonger sa soumission au capitalisme qui l'opprime tout comme il opprime les peuples de couleur. La carotte et le bâton, "l'aide aux pays sous-développés" et le canon sont les deux aspects solidaires de la même domination du capital.

proposent de mater la classe ouvrière pour prolonger sa soumission au capitalisme qui l'opprime tout comme il opprime les peuples de couleur. La carotte et le bâton, "l'aide aux pays sous-développés" et le canon sont les deux aspects solidaires de la même domination du capital.

proposent de mater la classe ouvrière pour prolonger sa soumission au capitalisme qui l'opprime tout comme il opprime les peuples de couleur. La carotte et le bâton, "l'aide aux pays sous-développés" et le canon sont les deux aspects solidaires de la même domination du capital.

proposent de mater la classe ouvrière pour prolonger sa soumission au capitalisme qui l'opprime tout comme il opprime les peuples de couleur. La carotte et le bâton, "l'aide aux pays sous-développés" et le canon sont les deux aspects solidaires de la même domination du capital.

proposent de mater la classe ouvrière pour prolonger sa soumission au capitalisme qui l'opprime tout comme il opprime les peuples de couleur. La carotte et le bâton, "l'aide aux pays sous-développés" et le canon sont les deux aspects solidaires de la même domination du capital.

proposent de mater la classe ouvrière pour prolonger sa soumission au capitalisme qui l'opprime tout comme il opprime les peuples de couleur. La carotte et le bâton, "l'aide aux pays sous-développés" et le canon sont les deux aspects solidaires de la même domination du capital.

proposent de mater la classe ouvrière pour prolonger sa soumission au capitalisme qui l'opprime tout comme il opprime les peuples de couleur. La carotte et le bâton, "l'aide aux pays sous-développés" et le canon sont les deux aspects solidaires de la même domination du capital.

tenu du fait que notre pays a une forte population et des ressources naturelles abondantes. »

Nous avons vu que selon les prévisions de 1956, la transformation "socialiste" de l'économie était, d'après les dirigeants chinois, "réalisée pour l'essentiel" et qu'elle devait s'achever dans l'espace de quelques années. Dans la meilleure tradition stalinienne, ce qu'ils appellent "construction du socialisme" c'est l'industrialisation de la Chine et la nationalisation de l'industrie, la coopération dans le domaine de l'agriculture, de l'artisanat et de la petite production. Une fois achevée cette tâche, la transformation "socialiste" sera un fait.

Dans cette vision qui n'est ni marxiste, ni léniniste, le passage du capitalisme au socialisme n'est pas un bouleversement total du mode de production et de ses lois, mais un simple changement dans les "rapports de propriété". La nationalisation de l'industrie et l'élimination graduelle de la propriété individuelle des capitalistes et des paysans sont définies comme étant le "socialisme". Or, tous les supports et toutes les catégories typiques de la société et du mode de production capitalistes subsistent : marché, travail salarié, argent, capital, profit. Les classes sociales subsistent : travailleurs salariés, bourgeoisie, petite-bourgeoisie, paysannerie, etc...

C'est un "socialisme" avec les classes sociales, avec le commerce avec le capital, avec le salaire ! En réalité, c'est la négation du socialisme et la continuation du mode de production capitaliste, comme en Russie, sous un masque "populaire" et "démocratique".

Depuis 1956, les positions officielles des dirigeants chinois ont changé il est vrai. La bonne entente de 1956 a cédé la place, à l'intérieur comme à l'extérieur, à l'affirmation verbale d'un retour au "marxisme véritable" et au "léninisme véritable". Mais la perspective est toujours la même : construction du capitalisme sous un masque socialiste.

C'est ce que nous démontrons dans un prochain article.

(à suivre)

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

Réunion générale du Parti

(Le lecteur trouvera le début de ce compte rendu dans le numéro 107).

Démocratie, fascisme et communisme

Démocratie et fascisme représentent donc deux phases de la domination bourgeoise qui sont liées dialectiquement et qui s'interpénètrent, mais qui restent cependant distinctes, car elles reflètent deux stades différents de la lutte de classes et de la lutte généralisée jusqu'au conflit armé.

Le passage de la démocratie au fascisme ne tombe pas du ciel, il ne dépend pas de "choix" individuels ou de groupes, il ne se produit pas parce que tel ou tel ministre aurait décidé de serrer la vis (chose que la démocratie a toujours su faire), ni parce que les représentants de centrales syndicales jusqu'alors séparées ont décidé de s'unir pour mieux contrôler la poussée de la base et pour mieux assujettir le syndicat à l'appareil d'Etat, ni encore parce que les oscillations de la petite-bourgeoisie ont provoqué une brusque augmentation des suffrages pour les partis d'extrême-droite.

Ce passage implique un *profond traumatisme* politique et social qui ébranle l'ensemble de la structure capitaliste et qui force la classe dominante, une fois les ressources de l'opportunisme momentanément épuisées, à recourir à une centralisation impitoyable du pouvoir d'Etat, qui écrase aussi certain-

nes catégories et sous-catégories bourgeoises, celles-là même qui avaient formé les troupes de la répression préventive contre le prolétariat.

La phase démocratique qui précède le fascisme et qui le prépare est caractérisée par le rôle de premier plan joué par l'opportunisme dans la lutte contre le mouvement prolétarien organisé : il n'y aurait pas eu un Hitler s'il n'y avait pas eu d'abord un Noske chargé officiellement de massacrer les ouvriers révolutionnaires et leurs chefs, de même qu'il n'y aurait pas eu un Mussolini sans un Parti socialiste italien qui se soit d'abord occupé de paralyser la résistance des prolétaires au moment où les bandes fascistes les attaquaient, eux et leurs organisations.

La phase de gouvernement fasciste ne peut commencer que lorsque le réformisme a poussé assez loin sa tâche meurtrière pour qu'il soit possible non seulement de liquider en pratique

ce qu'il reste des organisations prolétariennes, mais même de se débarrasser des protagonistes de la phase précédente, qu'il s'agisse des dirigeants de l'Etat ou des membres des organisations para-étatiques et "illé-gales", qu'il s'agisse des partis démocratiques et des derniers vestiges des institutions "représentatives" ou des franges rebelles encadrées dans les groupes armés d'extrême-droite.

C'est seulement alors qu'il est possible d'enfermer le prolétariat dans le cadre de la "nation" au moyen du corporatisme fasciste (sans parler du fait qu'une telle entreprise se heurte à de telles contradictions internes qu'elle ne peut pas se maintenir à la longue).

Ce qui fait la force de notre critique c'est qu'elle démontre que la démocratie — avec son instrument nécessaire, l'opportunisme social-démocrate (dont le stalinisme ou post-stalinisme actuel n'est qu'une variante) — est le premier, l'indispensable bastion élevé par le capitalisme contre la classe ouvrière ; que la démocratie n'attend pas le fascisme pour désorganiser, châtrer ou massacrer les prolétaires révolutionnaires, et qu'elle n'est pas moins féroce que lui dans cette tâche.

Notre condamnation révolutionnaire du régime où nous vivons et luttons ne part donc pas du présupposé que ce régime est fasciste, mais de ce qu'il est démocratique, réformiste, et contre-révolutionnaire par nature. Les prolétaires n'échapperont pas au coup final des héros d'opérette, en chemise noire ou brune, en se regroupant autour des gentlemen de la démocratie réformatrice, mais en partant à l'assaut de ce bastion démocratique et de ses remparts fascistes avant que la démocratie ait pu mener jusqu'au bout, jusqu'à la dernière étape, sa tâche de destruction des forces vives du prolétariat.

En un certain sens, on peut parler d'une "fascisation sans fascisme" qui se produit de façon moléculaire au sein même de la démocratie dans la phase impérialiste du capitalisme et même avant, dans sa course inéluctable vers la concentration et la centralisation économique. Il s'agit d'un processus irréversible comme est irréversible, même s'il est retardé par mille facteurs, le processus de radicalisation des conflits sociaux et donc du prolétariat, et il est facile d'en suivre les étapes par exemple dans les manœuvres des trois centrales syndicales en Italie pour intégrer toujours plus le syndicalisme à l'Etat. Mais le fascisme au sens propre du terme ne viendra que plus tard, en suivant tranquillement le chemin tout tracé par la trahison social-démocrate. Ou du moins il viendra si le prolétariat n'a pas d'abord eu la force de se placer sur son propre terrain en se débarrassant des entraves du réformisme et en triomphant du même coup des bandes armées fascistes. Notre tâche est de préparer le prolétariat à un affrontement qui peut se terminer à notre désavantage, mais dont l'issue, quelle qu'elle soit, ne signifiera pas (contrairement aux illusions bourgeoises) la fin des luttes de classes ; notre tâche est de renforcer en lui la conscience que son ennemi, démocrate ou fasciste, n'est pas tout puissant.

Nous sommes cependant encore dans la première phase, et tout laisse prévoir qu'elle durera encore longtemps. Le prolétariat donne des signes de réveil, mais son action continue à être paralysée par l'opportunisme. Voilà donc la cible que nous devons viser : la démocratie contient en germe notre autre ennemi, le fascisme ; l'un ne peut tomber sans l'autre ; l'autre ne peut rester debout sans l'un. Quand le mouvement pro-

létarien reprendra sa marche à l'échelle mondiale, nous aurons à combattre ensemble les deux forces convergentes de la contre-révolution ; nous ne nous accrocherons pas à la démocratie pour nous défendre contre le fascisme menaçant ; nous ne chercherons pas non plus dans le fascisme un "compagnon de route" contre l'opportunisme réformiste et démocratisant (comme le fit hélas le parti allemand à l'époque de la stupide et honteuse "troisième période", où il allait jusqu'à s'approprier les devises et les mots d'ordre du fascisme) ; mais nous nous battons sur deux fronts au nom de la révolution et de la dictature prolétarienne et communiste.

Le rapporteur a ensuite rappelé les étapes de notre lutte inflexible contre le réformisme et le fascisme, ces deux faces de la même réalité, entre 1921 et 1923. Il a montré le lien étroit que nous nous sommes alors efforcés d'établir et que nous avons en partie réussi à établir — bien qu'avec un retard historique indépendamment de notre volonté et de notre action — entre lutte économique et lutte armée, action à l'intérieur du syndicat pour arracher les prolétaires à l'emprise infernale de l'opportunisme et action dans la rue, violence contre violence.

Ainsi luttons-nous pour ramener les prolétaires sur leur propre terrain, celui de la lutte de classe violente, sans hésitation et sans regret pour les "libertés" violées, dans la ferme certitude que les nœuds de l'histoire se tranchent avec l'épée et non par l'invocation de principes juridiques ou de normes morales.

Que les enseignements de ces luttes nous servent de guide pour les luttes exaltantes de demain et nous encourageant dans le morne et sombre aujourd'hui.

BUDAPEST 71

(Suite de la première page)

Hongrie utilise pour l'évaluation de ses investissements les critères enseignés dans la célèbre pépinière de P.D.G. américains.

S'il y a des "problèmes épineux" posés par la libéralisation des échanges entre l'Est et l'Ouest cela ne vient pas du fait qu'il y a deux systèmes sociaux différents, mais du fait que d'une manière générale le capitalisme Est-européen est plus arriéré que le capitalisme occidental. Après avoir parlé de "problèmes épineux de fond", faisant croire à l'existence de deux problèmes sociaux différents, le journaliste du "Monde" note cependant « l'étonnante convergence de méthode dans la volonté pragmatique des congressistes ». Disons qu'il faut être bien naïf pour s'étonner de cette convergence. Nous, marxistes, avons toujours affirmé que les intérêts de classe de la bourgeoisie et du capital étaient convergents. Aujourd'hui, les deux blocs ont besoin de la libéralisation des échanges : les pays de l'Est ressentent impérieusement la nécessité d'importer pour développer leur économie intérieure ; les pays de l'Ouest ont un besoin urgent de trouver de nouveaux marchés puisque les marchés dont ils disposent sont saturés, incapables d'absorber la surproduction qui fait planer une menace de crise de plus en plus précise.

Nous allons donc assister à une âpre compétition entre les diverses puissances industrialisées, chacune tentant de se tailler la part du lion dans la future exploitation des marchés de l'Est et l'on voit déjà les Etats-Unis, les pays d'Europe et le Japon jouer des coudes pour se placer ; on peut également affirmer dès aujourd'hui que la même loi de la jungle régnera aussi parmi les pays du "bloc socialiste" qui cesseront de faire bloc pour défendre

ouvertement leurs divers intérêts nationaux.

L'ouverture des marchés de l'Est va accorder un répit nouveau au capitalisme mondial en reportant à plus tard la crise de surproduction ; peut-être connaîtra-t-il d'ici peu un nouveau sursis du même ordre avec l'ouverture du marché chinois. Cependant personne ne s'y trompe, ce n'est qu'un sursis ; la crise vers laquelle conduit nécessairement le capitalisme n'est que repoussée. Mais c'est reculer pour mieux sauter. Nous, communistes, savons que la crise qui monte ne pourra être évitée par aucun moyen et que, plus tard elle éclatera, plus elle sera violente. Nous ne pouvons que nous réjouir en constatant que l'ouverture des marchés de l'Est va rendre interdépendantes les économies de tous les pays du monde et que lorsque la crise viendra, elle frappera partout en même temps et qu'alors les prolétaires de tous les pays seront solidaires, dans une même situation.

Alors que la bourgeoisie tentera de résoudre la crise par le seul moyen qu'elle puisse envisager, la guerre mondiale, le prolétariat d'Est et d'Ouest partout opprimé par le même capital, ayant enfin arraché le masque au prétendu "socialisme" de l'Est aura tous les atouts en main pour imposer sa solution de classe à la crise bourgeoise : la révolution prolétarienne internationale qui, d'un bout à l'autre du monde, balayera le capitalisme et tous ses prêtres du "Management Center Europe".

L'union des prolétaires de tous les pays sur leur programme de classe pour l'instauration du communisme remplacera demain l'union sacrée de tous les capitalistes qui, de Moscou à New-York, en passant par l'Europe et l'Asie, essaient aujourd'hui de maintenir en vie un capitalisme irrémédiablement condamné.

Des fissures dans le bloc des classes

(Suite de la page 2)

de Juifs originaires d'Afrique et d'Asie (qui représentent 50 % de la population de l'Etat) sont la première expression politique d'un problème que vingt années de guerre larvée étaient parvenues à garder en sommeil : main-d'œuvre "technologiquement" moins évoluée que les Juifs d'Europe "askenazes", les "sepharades" occupèrent naturellement les fonctions les plus rebutantes dans l'éventail que le nouvel Etat offrait aux immigrants. Constituant aujourd'hui, avec la minorité arabe, la grande majorité du prolétariat, ils sont les premiers à subir les effets de la crise sociale : jeunes chômeurs "marginaux" issus de bidonvilles, abris provisoires d'immigrants devenus — avec la crise du logement — le refuge définitif du sous-prolétariat, ils se sont regroupés pour "secouer la classe dirigeante ashkenase et ses serviteurs sepharades".

Bien qu'ils soient loin de remettre en cause, de façon radicale, la société où ils vivent, et n'aspirent qu'à l'intégration sociale, ils se sont heurtés, dès leurs premières manifestations, à la police d'une classe dirigeante en fureur : « Comment est-il possible que des Juifs lancent des cocktails molotov contre d'autres Juifs dans un Etat juif ? » s'indigne Mme Golda Meir, qui ajoute : « Notre plus grande force est l'unité de la nation, et la situation provoquée par les manifestations des "panthères noires" la met en danger ».

Ces manifestations d'une "majorité" opprimée détruisent en effet, par son existence même, le mythe de l'Etat national juif. Elles risquent à terme de détourner les yeux des Juifs du Canal de Suez et de leur faire découvrir leur propre misère qu'ils expriment déjà confusément dans des grèves prolongées. Elles préparent le

jour où les cris à l'unité de l'unité arabe contre le sionisme cesseront par ailleurs de paralyser les masses exploitées du Moyen-Orient. Découverte avec effroi par les dirigeants israéliens, cette première fissure dans le bloc des classes, qu'ils avaient réussi soigneusement à maintenir soudées depuis la constitution de leur Etat, ne peut que s'agrandir dans les années à venir, dans le pourrissement de la situation inextricable créée dans cette région par l'impérialisme mondial.

Alors que la diplomatie inter-

nationale continue ses sordides marchandages pour découvrir une intouchable solution négociée, que les démocrates de tous bords s'épuisent dans des prises de positions humanitaires aussi vaines qu'hypocrites, cette maturation de la crise sociale au Moyen-Orient vient rappeler aux rapaces impérialistes et aux opportunistes de toutes espèces qui les servent que le déblocage de la situation ne réside ni dans leurs bavardages, ni dans leurs manifestes pompeux, mais dans la reprise de la lutte internationale des classes.

NIXON-MAO

(Suite de la première page)

concessions économiques nécessaires au capital mondial, conscients de ne pouvoir changer les rapports de production dans la seule Russie, mais ne monnayèrent jamais leur soutien actif à la révolution mondiale, condition du dépassement mondial de l'inégalité des développements nationaux et non appoint à un quelconque "socialisme dans un seul pays".

La Chine n'est donc en rien "coupable" de céder à la loi du plus fort et il ne s'agit pas là d'une défaite du Communisme qui ne s'identifie de façon

extrêmement brève avec un Etat national que dans le contexte d'une montée révolutionnaire générale. Les coupables sont ceux qui — gauchistes en tête — ont élevé un autel au "socialisme national" et vont se permettre de le taxer de "trahison", laissant entendre qu'il aurait pu avoir une autre politique.

Ce n'est pas au nom des guérillas trahies que nous parlons, elles sont vouées à l'échec tant que le prolétariat ne se relève pas ; c'est au nom de la classe qui n'a aucun modèle national à imiter puisqu'elle porte en elle la négation révolutionnaire de toutes les nations.

PERMANENCES DU PARTI

★ A PARIS : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h. - Le samedi 7 août, de 15 h. à 19 h. - Le dimanche 1^{er} août de 10 h. à 12 h., au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins.

★ A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 heures à 19 heures au siège du "prolétaire", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Correspondance :

" le prolétaire "
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

" le prolétaire "
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :

" le prolétaire "
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
" programme communiste "
1 an : 15 F (150 FB)
" programme communiste "
et " le prolétaire "
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

★ " prolétaire " : 6 mois.
★ " prolétaire " : 1 an.
★ " programme communiste "
★ combiné.

(entourer l'étoile)